17 mars 2016 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'Union européenne face à la crise migratoire, à Bruxelles le 17 mars 2016.

Est-ce que l'accord conclu il y a 10 jours avec la Turquie vous semble acceptable en l'état ?
« Il ne l'était pas la semaine dernière, donc il a fallu travailler, et s'il y a un Conseil européen c'est pour qu'il y ait des précisions et des garanties. Ce que je veux, c'est un accord global, c'est à dire avec la Turquie. C'est nécessaire. La Turquie accueille beaucoup de réfugiés et la Turquie est essentielle pour qu'il puisse y avoir le retour d'un certain nombre de migrants qui sont aujourd'hui en Grèce vers la Turquie. Mais il doit y avoir des garanties que ce que la Turquie prétend organiser puisse se faire, également sur le plan du droit, puisque nous devons veiller au droit d'asile et à son respect.
Mais je veux un accord global aussi avec la Grèce, parce que si la Grèce n'est pas aidée, elle ne pourra pas faire face. C'est elle qui assure notre frontière extérieure. C'est elle qui aujourd'hui a un certain nombre de réfugiés qui sont bloqués, c'est elle qu'il faut soutenir financièrement. Je n'accepterai donc un accord que s'il est global - je crois qu'il le sera- que si des garanties sont posées à l'égard de la Turquie -je crois qu'elles seront rappelées, en tout cas par la France- et que si la Grèce est aidée, et que si nous pouvons dire très clairement aux Européens que nous sommes en train d'apporter une réponse commune à la question très grave des réfugiés.
Sur quels points souhaitez-vous un éclaircissement ? Y a-t-il des lignes jaunes à ne pas franchir ?
Oui, il y a plusieurs sujets. Vous savez qu'il y a le sujet des visas pour la Turquie. Ils ne pourront être libéralisés que si tous les critères -72 sont nécessaires- sont respectés. De la même manière, s'il doit y avoir des discussions avec la Turquie sur ce qui est engagé depuis des années dans la relation avec l'Union européenne, cela ne peut pas se faire n'importe comment et dans n'importe quelle direction, donc nous y serons également attentifs.
Et puis il y a un sujet vis-à-vis des droits eux-mêmes, un certain nombre de migrants ne pouvant pas rester en Europe. Il faut que ceux qui n'ont aucun droit soient raccompagnés vers la Turquie, et que ceux qui peuvent faire valoir le droit d'asile puissent également être respectés. C'est l'accord global qu'il nous faut avoir ce soir.
Vous avez vu à plusieurs reprises Mme Merkel aujourd'hui. C'est la grande réconciliation entre la France et l'Allemagne ?
Non, il n'y a pas de réconciliation parce qu'il n'y avait pas de fâcherie. Nous sommes conscients qu'il faut apporter une réponse commune. Si la France et l'Allemagne ne sont pas ensemble, il ne peut pas y avoir de force dans la dynamique européenne.
On peut avoir nos discussions, elles sont légitimes, mais il faut que nous soyons ensemble pour apporter une réponse commune et que nous associions tous les autres pays. Ce matin j'ai eu un entretien avec Madame Merkel à propos de la Grèce -Monsieur Tsipras était présent-parce que nous voulons aider la Grèce. Si la Grèce n'est pas capable de faire face, notamment à la question des réfugiés, il ne peut pas y avoir de règlement du problème.
Nous avons par ailleurs reçu ensuite Monsieur Porochenko parce que nous sommes, l'Allemagne et la France, liées par ce que nous avons fait à Minsk pour qu'il y ait un règlement du conflit en Ukraine.
Donc chaque fois qu'il est possible d'avancer avec la France et l'Allemagne, Madame Merkel et moi-même sommes au rendez-vous.
Merci ».